

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 12 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE CHARENTAISE JUBERT

Chemin de la Grande Prairie
16120 Châteauneuf-Sur-Charente

Références : [2026_162_UbD16-86_Env](#)

Code AIOT : 0007205564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIE CHARENTAISE JUBERT implanté 4, boulevard Gambetta 16120 Châteauneuf-sur-Charente. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite se fait dans le cadre du programme pluriannuel de visite des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE CHARENTAISE JUBERT
- 4, boulevard Gambetta 16120 Châteauneuf-sur-Charente
- Code AIOT : 0007205564
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de distillation d'alcools de bouche exploité par la Distillerie Charentaise Jubert (site dit "Bd Gambetta") est autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 à exploiter :

- une distillerie de 14 alambics de 25 hl de charge, soit un total de 350 hl en charge (régime E sous la rubrique 2250) ;
- un chai de stockage d'alcools d'une capacité maximale de stockage de 105 m³ (régime DC sous la rubrique 4755) ;
- des cuves de stockage de vins d'une capacité totale de 6300 hl (régime D sous la rubrique 2251).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Rétention distillerie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rétention chai	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	aire de chargement/déchargement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	installations électriques chai	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative et volumes d'activités	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 2 et 3	Sans objet
3	Plans tenus à jour	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 1.3	Sans objet
5	Vérifications installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.4	Sans objet
6	vérifications périodiques extincteurs	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2	Sans objet
7	Combustion	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2	Sans objet
11	Mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7	Sans objet
13	Suivi des vinasses	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, il est essentiellement demandé à l'exploitant d'apporter des justifications concernant la mise en rétention des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative et volumes d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 2 et 3			
Thème(s) : Situation administrative, conformité			
Prescription contrôlée :			
<u>ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES</u>			
N° Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques et capacités des installations	Régime (1)
2250 - 1	Production par distillation des alcools d'origine agricole, eau-de-vie et liqueurs. La capacité de production exprimée en alcool absolu étant supérieure à 500 l/j	Capacité maximale de production : 5200 l/j	A
2255 - 3	Stockage d'alcool de bouche d'origine agricole, eau-de-vie et liqueurs. Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoolique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est supérieur ou égale à 50 m ³ , mais inférieure à 500 m ³	Capacité maximale de stockage : 105 m ³	D
2251- 2	Vins (préparation, conditionnement de) La capacité de production étant supérieure à 500 hl/an et inférieure à 20000 hl/an	6300 hl/an	D

➔ : A (Autorisation) ou D (Déclaration)

ARTICLE 3 - SITUATION ET CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations de distillation d'alcool de bouche autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes :

Distillerie :

Désignation de la distillerie	Type de combustible	Caractéristique de la distillerie
distillerie	Gaz naturel	14 alambics de 25 hl de charge

Stockage d'alcool

Stockage d'alcool	Type et caractéristiques du stockage	Surface en m2	Capacité maximale de stockage
Chai de distillation	Cuves inox	105 m2	105 m3

On entend par chai de distillation, le chai attenant à la distillerie destiné à ne recevoir que les eaux-de-vie nouvellement distillées.

Stockage des vins

Le stockage des vins comprend différents types de cuves d'une capacité totale de 6300 hl.

Stockage des vinasses

Les vinasses de première et seconde chauffes sont stockées dans trois bassins étanches d'une capacité minimale de 210 m³.

Constats :

La distillerie comporte 14 alambics de 25 hl à foyer classique.

En date du 9 janvier 2026, les stocks d'alcools sont de 51,4 m³ dans le chai de distillation.

Les quantités de vins distillées sur les trois dernières années sont les suivantes

| 2022/2023 : 78 471 hl

| 2023/2024 : 80 272 hl

| 2024/2025 : 47 390 hl

Les cuves dédiées au stockage de vins (localisés dans la cuverie extérieure et le chai à vin) ont un volume qui s'élève à 5 055 hl. Les cuves bétons référencées 11 à 17 dans le chai de vinification (plan cuverie Gambetta) ne sont pas utilisées.

Les quantités de vinasses produites au cours de chaque campagne sont les suivantes :

| 2022/2023 : 74 820 hl

| 2023/2024 : 69 665 hl

| 2024/2025 : 42 935 hl

Concernant les dispositifs d'entreposage des vinasses, elles sont collectées par un bassin de 100 hl puis sont pompées vers les cuves inox référencées A et B toutes les deux de 1000 hl dans la cuverie extérieure (plan cuverie Gambetta). Les cuves (de stockages vins et vinasses dans la cuverie extérieure) sont mises en rétentions par un muret les contournant qui fait environ 1m de hauteur.

L'exploitant a indiqué qu'en pleine saison, 2 à 3 passages de camions par jour du lundi au samedi

permettent d'évacuer les vinasses vers REVICO.

Les dispositifs d'entreposage des vinasses ne répondent pas à la capacité prévue par l'arrêté préfectoral ; cependant, l'organisation mise en place permet de gérer les vinasses sans dysfonctionnement. Les moyens d'entreposage sont suffisants pour le site (volume de rétentions suffisants au vu de la fréquence d'enlèvement des vinasses). Il sera proposé de mettre à jour cette prescription de l'arrêté lors de sa future évolution.

En cas de révision des fréquences d'expédition des vinasses vers la filière externe REVICO, l'exploitant devra revoir ses capacités de stockage des vinasses in situ.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6-1								
Thème(s) : Situation administrative, conformité								
Prescription contrôlée : 6-1 Prélèvements d'eau Les prélèvements d'eau sont réalisés dans les conditions suivantes : <table border="1"><thead><tr><th>ORIGINE</th><th>DEBIT MAXIMAL INSTANTANE</th><th>DEBIT MAXIMAL JOURNALIER (3)</th><th>DEBIT MAXIMAL ANNUEL</th></tr></thead><tbody><tr><td>Réseau public d'adduction d'eau potable</td><td>15 m³/h</td><td>35 m³</td><td>5000 m³</td></tr></tbody></table>	ORIGINE	DEBIT MAXIMAL INSTANTANE	DEBIT MAXIMAL JOURNALIER (3)	DEBIT MAXIMAL ANNUEL	Réseau public d'adduction d'eau potable	15 m ³ /h	35 m ³	5000 m ³
ORIGINE	DEBIT MAXIMAL INSTANTANE	DEBIT MAXIMAL JOURNALIER (3)	DEBIT MAXIMAL ANNUEL					
Réseau public d'adduction d'eau potable	15 m ³ /h	35 m ³	5000 m ³					
Constats : Les quantités d'eau consommées sur le site sur les trois dernières années sont les suivantes : 2023 : eau potable : 4 605 m ³ ; puits : 0 m ³ 2024 : eau potable : 4 118 m ³ ; puits : 0 m ³ 2025 : eau potable : 1 753 m ³ ; puits : 1 m ³ Il a été constaté la présence d'un puits au sein du site datant des années 60/70 qui n'est utilisé qu'épisodiquement (une fois par an pour remplir le condenseur ou pour l'arrosage du gazon). Ce puits est un équipement de secours en cas de besoin complémentaire de la ressource en eau provenant de la concession (réseau AEP). Il est équipé d'un dispositif de mesure. En conclusion, il s'avère que les quantités prélevées dans le réseau AEP chaque année sont conformes mais la possibilité de prélever des eaux souterraines doit être régularisée.								
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient pour l'exploitant de transmettre les caractéristiques du puits à l'inspection (profondeur, coordonnées en Lambert 93...). L'exploitant justifie également de la conformité de cet ouvrage de prélèvement des eaux souterraines par rapport aux règles de l'art (notamment vis-à-vis de la maîtrise des pollutions de surface vers la nappe phréatique captée par ledit puits. En effet, la possibilité de prélever des eaux provenant de la nappe souterraine doit faire l'objet d'une régularisation et être intégrée à vos autorisations préfectorales.								
Type de suites proposées : Avec suites								
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant								
Proposition de délais : 15 jours								

N° 3 : Plans tenus à jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 1.3
--

Thème(s) : Situation administrative, dossier administratif
Prescription contrôlée : <p>« l'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : (...) - les plans tenus à jour (...) »</p> <p>N.B : suite à l'inspection 21 mars 2019, il était attendu que l'exploitant présente le plan des réseaux tenu à jour, tout en mentionnant le local stockant les produits biocides.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le plan des réseaux (eaux pluviales, eaux industrielles, eaux usées) mis à jour en 2021. Un autre plan présente les locaux stockant les produits dangereux. Il a pu être constaté par exemple dans le local attenant au puits, la présence d'un produit destiné à corriger la corrosivité de l'eau, stocké dans un bidon placé dans une cuvette de rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie
Prescription contrôlée : <p>« l'établissement est doté des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...) La distillerie est pourvue d'un point d'eau public ou privé permettant de disposer d'au moins 120 m³ en 2 heures. (..) Le volume, la répartition, l'aménagement et l'équipement de ces moyens en eau doit faire l'objet d'un accord formel du SDIS. »</p> <p>NB : suite à l'inspection 21 mars 2019, il était attendu que l'exploitant fasse valider les moyens en eau d'incendie sur le site par le SDIS. La fiche de validation est à transmettre à l'inspection.</p>
Constats : <p>Le site dispose d'une réserve d'eau de 120 m³ enterrée, localisée sous le groupe froid. Le point d'aspiration de la réserve a été référencé sous le n°32.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le SDIS est venu faire des exercices avec la réserve incendie notamment en 2021. L'exploitant a présenté des échanges par mails qu'il a eus avec le SDIS au sujet de la réserve. D'après cet échange, le SDIS ne semble pas favorable à l'emplacement de la réserve en raison de sa proximité avec l'enjeu à défendre. L'exploitant n'a pas pu présenter un accord formel de</p>

l'accord du SDIS sur la réserve incendie dédiée au site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra pour l'exploitant de consulter le SDIS pour faire valider la réserve incendie. Dans le cas où la réserve n'est pas au bon emplacement, elle devra être déplacée et/ou complétée par une capacité équivalente c'est à dire d'au moins 120 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Vérifications installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : (...) <u>Vérification périodique des installations électriques</u> (...) <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques par l'APAVE en date du 22 septembre 2025. Le rapport fait état de 6 observations concernant le site de Gambetta.</p> <p>L'exploitant a présenté une facture du passage d'un électricien le 22/01/2026 qui a eu pour objectif de lever les non-conformités (facture n° 905520086) l'ensemble des travaux ont été réalisés pour le site de Gambetta.</p> <p>Le rapport Q19 (pour les opérations de contrôle thermographique IR des armoires électriques) en date du 17/12/2025 conclut en l'absence d'anomalies.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : vérifications périodiques extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'intervention
Prescription contrôlée : extincteurs La distillerie est dotée d'au moins deux extincteurs portatifs ayant chacun une puissance extinctrice minimale

<p>de 144 B placés de préférence près des issues. (..) Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté sur les extincteurs de la distillerie qu'ils ont été contrôlés en avril 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Combustion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, sécurité des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>alimentation de la combustion :</u> (...)</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé.</p> <p>De plus, chaque appareil de combustion est équipé d'un organe de coupure rapide. Cet organe parfaitement signalé est situé à proximité du brûleur, il est maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p><u>vérification périodique des installations de combustion :</u> Pour les installations de combustion utilisant un combustible gazeux, l'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Les tuyauteries de gaz font l'objet d'une vérification d'étanchéité une fois par an à la pression normale de service. (... leurs résultats sont consignés par écrit... l'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises)</p>
<p>Constats :</p> <p>La distillation se fait sous la surveillance permanente du personnel.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un dispositif de coupure de l'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment, bien signalé.</p>

Chaque brûleur est également équipé de son propre dispositif de coupure du gaz.

Concernant la vérification périodique des installations de combustion, l'exploitant a transmis :

- un rapport de la société Chaudronnerie Cognacaise concernant la maintenance et le contrôle de la sécurité des brûleurs réalisés le 4 mars 2025 (maintenance réalisé en prévision de la campagne 2025/2026)
- un rapport de Chaudronnerie Cognacaise du 10 novembre 2025 faisant suite au test et analyse de la combustion des brûleurs
- un rapport de l'APAVE du 19 janvier 2026 concernant le contrôle de l'étanchéité du réseau gaz. Pour le site de Gambetta, il a été constaté des mauvaises fixations des canalisations. L'exploitant a indiqué qu'il y a remédié.

En outre, les contrôles réglementaires ont bien été réalisés aux périodicités requises, sauf pour le contrôle de l'étanchéité du gaz qui a été contrôlé pour la première fois. L'exploitant devra réaliser cette vérification une fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétention distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollutions

Prescription contrôlée :

Chaque récipient contenant de l'alcool de bouche est associée à une cuvette de rétention permettant de récupérer l'ensemble des écoulements provenant du récipient. Cette cuvette a une capacité minimale égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 50 % de la capacité maximale de l'ensemble des récipients associés à la cuvette de rétention-100 % de la capacité du plus grand récipient associé à la cuvette de rétention.

Constats :

Il a été constaté la présence de seuils dans la distillerie destinés à contenir les écoulements accidentels à l'intérieur de la distillerie. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les aménagements présents sont suffisants pour assurer le volume de rétention requis et éviter la propagation d'effluents vers le chai de distillation et/ou vers l'extérieur.

Il convient pour l'exploitant de justifier que les aménagements mis en place pour assurer la rétention de la distillerie permettent de contenir 50 % de la capacité totale d'alcools contenue dans la distillerie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient pour l'exploitant de justifier que la rétention mise en place dans la distillerie permet de contenir 50% de la capacité totale d'alcools contenus dans la distillerie.

De plus, il est demandé à l'exploitant que les seuils ou dispositifs équivalents permettent bien de

contenir les effluents enflammés au sein de la distillerie et éviter leur propagation vers le chai de distillation attenante et/ou vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention chai

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollutions
Prescription contrôlée : Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand récipient, - 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention
Constats : Il a été constaté la présence de seuils dans le chai destinés à contenir les écoulements accidentels à l'intérieur dudit chai. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les aménagements présents sont suffisants pour assurer le volume de rétention requis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient pour l'exploitant de justifier que les aménagements mis en place pour assurer la rétention du chai permettent de contenir 50 % de la capacité totale d'alcools contenue dans Le chai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : aire de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, dépotage d'alcools
Prescription contrôlée : Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques. Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire. Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

<p>Constats :</p> <p>Pour assurer la rétention de l'aire de chargement déchargements, les bordures de l'aire de dépotage d'alcools sont surélevées pour permettre de contenir les écoulements accidentels sur l'aire.</p> <p>De plus, les camions sont équipés d'une plaque en caoutchouc destiné à être posée sur le regard de collecte des eaux pluviales afin d'étanchéifier l'aire de chargement au moment des transferts d'alcools. Une procédure est prévue à ce propos et est affichée à la sortie du chai.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les transporteurs qui chargent les eaux de vie font partie de l'entreprise et connaissent la procédure.</p> <p>L'aire de chargements/déchargements est équipée d'une prise de mise à la terre pour permettre aux camions de s'y connecter lors des opérations de transfert d'alcools.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour l'exploitant de justifier que la rétention mise en place permet de contenir la capacité du compartiment des camions citernes admis sur le site (donc au moins 30 m³).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Mise à la terre des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons equipotentielle conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, il a été constaté que les cuves inox d'alcools présents dans le chai sont bien reliées à la terre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : installations électriques chai

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6</p>

Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Prescription contrôlée : Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permet de couper l'alimentation électrique des installations de stockage, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Il est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur de l'installation de stockage. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques des installations de stockage autres que les installations de sécurité.
Constats : Un disjoncteur placé à l'extérieur du chai (dans le chai de vinification) permet de couper l'alimentation électrique du chai. L'exploitant a souligné que les seules installations électriques présents dans le chai sont les lumières. Il n'existe pas de voyant lumineux signalant la mise sous tension des installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient pour l'exploitant d'installer un voyant lumineux signalant la mise sous tension des installations électriques du chai autres que les installations de sécurité (BAES, détection incendie...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Suivi des vinasses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; (...) - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m ³ ; c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- (...)

Constats :

L'exploitant tient à jour un tableau de la quantité de vinasses expédiée chez REVICO chaque mois. Pour chaque opération d'expédition, l'exploitation peut disposer d'un bon de livraison téléchargeable sur le site de REVICO. L'exploitant a présenté le bon de livraison n°7969 correspondant à l'expédition de 265 hl de vinasses (code déchets 02 07 02) le 29 janvier 2026 à 07 : 40. Le transport a été assuré par REVICO.

Type de suites proposées : Sans suite